



**PRÉFÈTE
COORDONNATRICE
DU BASSIN
RHÔNE-MÉDITERRANÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lyon, le 19 DEC. 2025

ARRÊTÉ n° 2025-360

**RELATIF À
APPROBATION DE L'ÉTAT DES LIEUX 2025 DU BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE**

**La préfète de la région Auvergne-Rhône-
Alpes,
préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite**

Vu la directive cadre européenne sur l'eau n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu les articles L212-1 et R212-3 à R212-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 16 mai 2005 modifié portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;

Vu la délibération n° 2025-13 du comité de bassin Rhône-Méditerranée adoptant l'état des lieux 2025 du bassin Rhône-Méditerranée ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, délégué de bassin Rhône-Méditerranée ;

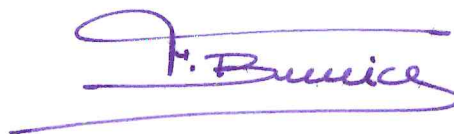
ARRÊTE

Article 1^{er} : L'état des lieux 2025 du bassin Rhône-Méditerranée, adopté par le comité de bassin Rhône-Méditerranée le 11 décembre 2025, est approuvé.

Article 2 : L'état des lieux 2025 du bassin Rhône-Méditerranée est consultable en ligne sur le site Internet www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr. Un exemplaire de l'état des lieux 2025 est tenu à la disposition du public au siège de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : La secrétaire générale pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, délégué de bassin Rhône-Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



Fabienne BUCCIO